



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. : LIMITEE

E/ECA/PSPI.9/15  
12 mars 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième session de la Conférence des  
planificateurs, statisticiens et spécialistes  
de la population et de l'information africains

Addis-Abeba (Ethiopie)  
11-16 mars 1996

**ENQUETE REGIONALE SUR L'ORGANISATION DE LA FORMATION  
DANS LE DOMAINE DES STATISTIQUES :  
RESULTATS DE L'ANALYSE PILOTE**



## PREMIERE PARTIE: HISTORIQUE DE L'ETUDE

### A. Introduction

1. La réunion commune du Sous-Comité de la formation et du Sous-Comité de l'organisation et de la gestion des systèmes nationaux de statistique établis par le Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique, tenue le 18 mars 1994 à Addis-Abeba à l'occasion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, a donné lieu à un débat sur l'offre et les besoins en matière de formation dans le cadre d'une étude des liens fonctionnels à l'intérieur des systèmes de statistique.

2. L'objectif de cette initiative était d'obtenir des directeurs des DNS (directions nationales de la statistique) leurs points de vue sur les questions suivantes :

a) quantité, qualité et utilité des possibilités de formation mises à leur disposition en réponse à leurs besoins en matière de formation;

b) liens structurels entre les divers organes de leurs systèmes nationaux de statistique.

Le résultat final devait prendre la forme d'un rapport résumant les points de vue des directeurs de DNS et expliquant brièvement en quoi consiste la demande de formation non satisfaite.

3. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a été chargée de diriger cette enquête, avec l'assistance des représentants d'AFRISTAT, d'INE-Portugal, de la Banque mondiale, de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan, de la Mauritanie, de la Zambie et de l'International Programs Center (IPC) de Washington (Etats-Unis).

4. Les résultats de l'analyse pilote ont d'abord été examinés lors de la troisième réunion du Sous-Comité sur l'organisation et la gestion des systèmes nationaux de statistique, tenue à Addis-Abeba les 25 et 26 mai 1995. Jusque-là, 14 pays seulement avaient répondu à l'enquête.

### B. Questionnaires d'enquête

5. Deux questionnaires avaient été mis au point: le premier s'adressait au directeur de statistique de chaque pays; le second s'adressait au directeur de chaque service statistique du système national de statistique de chaque pays.

6. Le premier questionnaire traitait des points suivants: structure du système national de statistique; structure de la DNS; résumé de la situation du personnel de la DNS; résumé de la situation du personnel d'exécution de la DNS; dispositions institutionnelles; liens entre la DNS et d'autres organismes de statistique, intérieurs ou extérieurs au pays; formation spécialisée en statistique (nombre de membres du personnel ayant reçu une formation et besoins en matière de formation). Le second questionnaire couvrait les rubriques suivantes : identification du service statistique (dénomination, siège, adresse, etc.); structure du service statistique; résumé de la situation du personnel; liens existant entre le service statistique et d'autres organismes de statistique du pays; formation spécialisée en statistique (nombre de membres du personnel ayant reçu une formation et besoins en matière de formation). Au début de chaque questionnaire figuraient des définitions et des notes explicatives. L'envoi des questionnaires aux pays a commencé à la fin du mois de juillet 1994 pour la version anglaise et au milieu du mois d'août pour la version française.

### C. Réponses aux questionnaires

7. Les réponses aux questionnaires ont été extrêmement lentes à venir. Quatre rappels par télécopie ou par télégramme ont été envoyés à tous les pays qui n'ont pas répondu. Le premier rappel a été envoyé

à la fin du mois d'octobre 1994, le deuxième fin de novembre 1994, le troisième au début du mois de mars 1995 et le quatrième en août 1995. Pour stimuler les réponses, la CEA, en janvier 1995, a eu recours à des communications téléphoniques avec certains directeurs de DNS. Après quelques entretiens téléphoniques, il a été constaté que soit ces directeurs ne se souvenaient pas d'avoir reçu les questionnaires, soit ils se rappelaient les avoir reçus mais n'avaient pas suivi la question avec le fonctionnaire chargé de les remplir. On a alors envoyé de nouveaux questionnaires au pays concerné ou demandé instamment au directeur de la DNS de répondre d'urgence à l'enquête.

8. Grâce à tous ces efforts, et notamment aux rappels par télécopie, télégramme et téléphone, les réponses reçues jusqu'ici par la CEA se présentent comme suit :

Pays anglophones			Pays francophones		
Pays	Q1 <sup>1</sup>	Q2 <sup>2</sup>	Pays	Q1	Q2
Afrique du Sud	1	-	Algérie	1	-
Botswana	1	3	Burkina Faso	1	12
Egypte	1	-	Burundi	1	9
Ethiopie	1	21	Congo	1	1
Ghana	-	1	Côte d'Ivoire	1	5
Jamahiriya arabe libyenne	1	-	Djibouti	1	-
Lesotho	1	1	Mauritanie	1	2
Malawi	1	2	Sénégal	1	6
Maurice	1	2	Tchad	1	2
Nigéria	-	58	Tunisie	1	9
Ouganda	-	1 <sup>3</sup>			
République-Unie de Tanzanie	-	1 <sup>4</sup>			
Swaziland	1	2			
Zanzibar (Tanzanie)	1	2			
Zimbabwe	-	1			

Le tableau ci-dessus montre clairement que, compte non tenu des réponses reçues des institutions de formation statistique de la Tanzanie et de l'Ouganda, il n'y a que 23 pays à avoir répondu à l'enquête. Si nous excluons les pays africains touchés par la guerre civile, à savoir le Rwanda, le Libéria et la Somalie, le pourcentage de réponse reçues est de 46%. Certes, ce n'est pas encore satisfaisant mais on constate un progrès appréciable par rapport aux résultats présentés, ainsi qu'il est mentionné plus haut, à la troisième réunion du Sous-Comité de l'organisation et de la gestion des systèmes nationaux de statistique, tenue à Addis-Abeba les 25 et 26 mai 1995.

9. Les résultats de l'analyse des questionnaires renvoyés par les DNS sont présentés dans la partie II intitulée "Organisation de la statistique"; la partie III traite de la "Formation statistique"; la partie IV est intitulée "Récapitulation de la situation en matière de personnel et de formation" et la partie V constitue la conclusion de l'ouvrage. Les résultats de l'enquête relative aux services statistiques ont été inclus, chaque fois que possible, dans les deuxième, troisième, quatrième et cinquième parties du présent document.

<sup>1</sup> Questionnaire à remplir par les directions nationales de la statistique (DNS).

<sup>2</sup> Questionnaire à remplir par les services statistiques appartenant aux systèmes nationaux de statistique.

<sup>3</sup> Réponse reçue de l'Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE), Université de Makerere.

## PARTIE II : ORGANISATION DE LA STATISTIQUE

### A. Structure des systèmes nationaux de statistique

10. La structure des systèmes nationaux de statistique des pays se caractérise par l'existence, d'une part, d'une direction nationale de statistique (DNS) responsable de la production et de la diffusion des statistiques officielles du pays et, d'autre part, de services statistiques créés au sein des ministères ou services gouvernementaux travaillant dans le même domaine, qui sont chargés d'établir des statistiques officielles, principalement pour les besoins desdits ministères ou services. Dans presque tous les pays, il existe un service de recherche et de statistique à la banque centrale, qui, dans certains pays, est également responsable, entre autres, de l'établissement des statistiques relatives à la balance des paiements.

11. D'après les résultats de l'enquête, 15 directions nationales de la statistique sont établies au sein du ministère des finances et de la planification du développement ou du ministère du plan et du développement, trois DNS relèvent du Cabinet du Président, une de l'office national de l'information et de la documentation, une autre de l'office du commerce et du tourisme et trois autres n'ont pas indiqué à quel ministère ou service elles appartiennent.

12. Le nombre de services statistiques extérieurs aux DNS varie d'un pays à l'autre selon la taille de la fonction publique et le nombre de ministères existant dans le pays. Il peut également dépendre de la politique adoptée par le gouvernement au moment de créer ces services. Le tableau ci-après indique le nombre de services statistiques qui existeraient dans chaque pays. Les chiffres donnés dans les questionnaires par les DNS ne correspondent pas toujours aux chiffres communiqués par les services statistiques dans leurs questionnaires; c'est le cas, par exemple, pour le Nigéria et le Burkina Faso.

Pays	Nombre de services statistiques	Pays	Nombre de services statistiques
Afrique du Sud	-	Lesotho	2
Algerie	-	Malawi	6
Botswana	4	Maurice	3
Burkina Faso	11	Mauritanie	3
Burundi	9	Nigéria	53
Congo	5	Sénégal	-
Côte d'Ivoire	5	Swaziland	2
Djibouti	-	Tchad	2
Egypte	-	Tunisie	-
Ethiopie	21	Zanzibar	2
Ghana	1	(Tanzanie)	1
Jamahiriya arabe libyenne	6	Zimbabwe	

13. Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud, étant donné le caractère centralisé de la statistique, il reste encore à définir ce que seront les services statistiques extérieurs à la DNS dans le cadre de l'intégration et de la rationalisation que l'on prévoit de réaliser.

### B. Structure des directions nationales de la statistique

14. Les caractéristiques de la structure des DNS sont plus difficiles à cerner, étant donné la grande variété des expressions utilisées pour décrire certaines fonctions statistiques. Par exemple, l'expression

"statistiques économiques" recouvre un large éventail de domaines de la statistique tels que la comptabilité nationale, le commerce extérieur, les prix, l'industrie, etc.

15. Néanmoins, on retrouve dans la structure de la majorité des DNS les divisions ou sections fondamentales suivantes :

Divisions/sections	Divisions/sections
Population	Agriculture
Recensement/Démographie	Energie
Traitement de données	Publications
Industrie	Cartographie
Statistiques économiques/Comptabilité nationale/Prix	Commerce extérieur/Transport/Finances publiques
Enquêtes/Opérations sur le terrain	Coordination des statistiques
Tourisme et transports	Formation/Ressources humaines
Environnement	Industries manufacturières
Documentation et information	Secteur social et logement
Méthodologie/Enquêtes	Statistiques générales
Main-d'oeuvre	Analyse économique

16. Les divisions ou sections chargées des services communs sont essentiellement les suivantes : traitement de données; bureaux régionaux, enquêtes régionales/opérations sur le terrain, coordination de la statistique; publications; cartographie. D'autres divisions ou sections ont des activités non liées à la statistique, à savoir les services administratifs et financiers, la vérification des comptes et les services de conseil juridique.

17. Pour ce qui est des bureaux régionaux et locaux, 11 DNS disposent de tels bureaux pour les enquêtes menées dans tout le pays ou pour répondre à la demande de statistiques aux niveaux régional et local; 10 n'en ont pas; pour 2 DNS, on ne dispose d'aucun renseignement, le questionnaire approprié n'ayant pas été rempli. Le tableau ci-après indique la situation par pays pour ce qui est des bureaux régionaux ou locaux.

Pays	Bureaux locaux/régionaux	Pays	Bureaux locaux/régionaux
Afrique du Sud	Oui	Lesotho	Non
Algérie	Non	Malawi	Oui
Botswana	Oui	Maurice	Non
Burkina Faso	Non	Mauritanie	Oui
Burundi	Non	Nigéria	Oui
Congo	Oui	Sénégal	Oui
Côte d'Ivoire	Non	Swaziland	Non
Djibouti	Non	Tchad	Oui
Egypte	Oui	Tunisie	Oui
Ethiopie	Oui	Zanzibar (Tanzanie)	Non
Ghana	n.c. <sup>1</sup>	Zimbabwe	n.d.
Jamahiriya arabe libyenne	Non		

### C. Récapitulation de la situation du personnel au 31 mars 1994

18. L'annexe I présente brièvement la situation du personnel dans tous les pays africains au 31 mars 1994. Comme on s'en doute, cette situation varie considérablement d'un pays à l'autre. En moyenne, compte non tenu des postes vacants, l'effectif par pays était de 597. Le pourcentage de postes vacants était de 12,9% par DNS. Le personnel des DNS était en majorité permanent (à 82,9%) et le pourcentage du personnel temporaire ou ayant des contrats de courte durée n'était que de 4%. En tout, 86,9% des effectifs étaient payés par le gouvernement du pays concerné, le personnel payé sur des fonds provenant de sources extérieures ne représentant que 0,14%.

19. Entre les postes de technicien spécialisé dans des domaines de la statistique et les postes non spécialisés, la proportion était en moyenne de 1,4 poste non spécialisé pour 1 poste spécialisé. Dans le traitement de données, la proportion était de 1,9 poste non spécialisé pour 1 poste spécialisé; dans l'administration, la proportion était plus élevée, 6,6 postes non spécialisés pour 1 poste spécialisé.

20. Dans le tableau ci-après figurent les rapports des postes non spécialisés aux postes spécialisés dans les trois domaines d'activité (statistique, traitement de données et administration) pour les postes existants et pour les postes pourvus.

Postes	Domaines d'activité		
	Statistique	Traitement de données	Administration
Pourvus	2	1,9	7,5
Existants	1,4	1,9	6,6

<sup>1</sup> Information non disponible

21. Si on considère les écarts entre les rapports relatifs aux postes existants et aux postes pourvus dans les trois domaines d'activité, on constate que, dans le traitement de données, l'écart était insignifiant. En revanche, dans la statistique et l'administration, il semblait important.

22. S'agissant du personnel d'exécution des DNS, l'effectif moyen par pays était de 289. Le personnel d'encadrement représentait 13% de l'effectif total du personnel d'exécution et les agents recenseurs, 81%. Les 5,9% restants étaient engagés dans d'autres tâches administratives. Un récapitulatif de la situation du personnel d'exécution pour tous les pays africains qui ont répondu aux questionnaires est donné ci-après. Quant au rapport du nombre d'agents recenseurs à celui du personnel d'encadrement, il était globalement de 6,2 agents recenseurs pour 1 cadre, et de 5,3 si on tient compte uniquement du personnel permanent.

Effectif total du personnel d'exécution  
pour tous les pays africains

Catégorie	Personnel permanent	Personnel temporaire	Total
Cadres	707	159	866
Agents recenseurs	3731	1664	5395
Autres	180	216	396
Total	4618	2039	6657

23. A la question de savoir si les DNS considéraient qu'elles avaient un personnel permanent d'exécution, sept DNS ont répondu qu'elles en avaient un, 14 ont indiqué qu'elles n'en avaient pas et deux n'ont donné aucune indication. Les DNS sans personnel permanent d'exécution menaient à bien leurs activités d'exécution en recrutant du personnel temporaire. Dans ce cas, le personnel d'encadrement des activités de terrain étaient choisis parmi les cadres moyens de la Direction. Le tableau ci-après présente la situation par pays pour ce qui est du personnel permanent d'exécution.

Pays	Personnel permanent d'exécution	Pays	Personnel permanent d'exécution
Afrique du Sud	Non	Lesotho	Oui
Algérie	Oui	Malawi	Non
Botswana	Non	Maurice	Non
Burkina Faso	Oui	Mauritanie	Non
Burundi	Non	Nigéria	Oui
Congo	Non	Sénégal	Non
Côte d'Ivoire	Non	Swaziland	Non
Djibouti	Non	Tchad	Non
Egypte	Oui	Tunisie	Oui
Ethiopie	Non	Zanzibar	Oui
Ghana	n.c.	Zimbabwe	n.c.
Jamahiriya arabe libyenne	Non		



D. Dispositions institutionnellesa) Conseil ou comité de la statistique

24. Sur les 23 pays qui ont répondu à l'enquête, 8 ont indiqué qu'ils avaient un conseil ou comité de statistique globalement chargé de toutes les activités statistiques du pays; 12 n'en avaient pas; l'un des pays n'a donné aucune indication quant à l'existence ou non de tels organismes et deux pays n'ont donné aucune information.

Pays		Pays	
Afrique du Sud	Non	Lesotho	Non
Algérie	Oui	Malawi	Non
Botswana	Non	Maurice	Non
Burkina Faso	Oui	Mauritanie	Oui
Burundi	Non	Nigéria	n.c.
Congo	Non	Sénégal	Oui
Côte d'Ivoire	Oui	Swaziland	Oui
Djibouti	Oui	Tchad	Non
Egypte	Oui	Tunisie	Non
Ethiopie	Non	Zanzibar	Non
Ghana	n.c.	Zimbabwe	n.c.
Jamahiriya arabe libyenne	Non		

25. Dans certains des pays ayant un conseil ou comité de la statistique, le fonctionnement de celui-ci laissait à désirer pour les raisons suivantes: le conseil ou comité est trop grand; il est composé de hauts cadres de l'administration qu'il est difficile de rencontrer; les procédures juridiques ne sont pas encore tout à fait au point; il n'y a pas de coordination des activités statistiques.

26. Dans les pays qui n'ont pas de conseil ou comité de la statistique, la coordination des activités statistiques est assurée selon les modalités suivantes: le directeur de la DNS et son adjoint s'occupent des questions de coordination; des consultations ont lieu chaque fois que l'on veut élargir la portée d'une enquête ou entreprendre une enquête; il existe différents comités pour s'occuper des divers domaines (par exemple, un comité consultatif des prix, etc.); les grandes enquêtes sont planifiées suffisamment longtemps à l'avance et s'insèrent dans le plan national de développement; pour les enquêtes non planifiées ou pour la modification des questionnaires des enquêtes périodiques, on organise des réunions des principaux utilisateurs des statistiques; on organise des réunions en fonction des besoins.

b) Comité de producteurs

27. Dix-sept pays ont indiqué qu'ils n'avaient pas de comité de producteurs; quatre pays seulement en avaient et deux pays n'ont donné aucune information. Dans l'un des pays, l'un des comités consultatifs de statistique est également le principal comité de producteurs. Le tableau ci-après présente la situation par pays pour ce qui est des comités de producteurs.

Pays	Comité de producteurs	Pays	Comité de producteurs
Afrique du Sud	Non	Lesotho	Non
Algérie	Non	Malawi	Non
Botswana	Non	Maurice	Non
Burkina Faso	Non	Mauritanie	Non
Burundi	Non	Nigéria	Oui
Congo	Non	Sénégal	Oui
Côte d'Ivoire	Oui	Swaziland	Non
Djibouti	Non	Tchad	Non
Egypte	Oui	Tunisie	Non
Ethiopie	Non	Zanzibar	Non
Ghana	n.c.	Zimbabwe	n.c.
Jamahiriya arabe libyenne	Non		

28. Dans les pays où le comité de producteurs fonctionne correctement, les raisons données sont notamment les suivantes: des réunions sont organisées tous les ans pour essayer de résoudre les divers problèmes qui se posent; le comité est composé de spécialistes de la statistique et du traitement de données.

29. Dans les pays où le fonctionnement du comité de producteurs laisse à désirer, on l'explique essentiellement par les raisons suivantes: les relations entre les producteurs sont mauvaises; les procédures de fonctionnement du comité ne sont pas satisfaisantes.

c) Comité de producteurs-utilisateurs

30. Dix-huit pays ont indiqué qu'ils n'avaient pas de comité de producteurs-utilisateurs; trois pays en avaient et deux pays n'ont donné aucune information. Dans l'un des pays, un séminaire était organisé tous les ans pour regrouper producteurs et utilisateurs, qui tiraient profit d'une telle rencontre. Le tableau ci-après présente la situation par pays pour ce qui est des comités de producteurs-utilisateurs.

Pays	Comité de producteurs-utilisateurs	Pays	Comité de producteurs-utilisateurs
Afrique du Sud	Non	Lesotho	Non
Algérie	Non	Malawi	Non
Botswana	Non	Maurice	Non
Burkina Faso	Non	Mauritanie	Non
Burundi	Non	Nigéria	Oui
Congo	Non	Sénégal	Non
Côte d'Ivoire	Oui	Swaziland	Oui
Djibouti	Non	Tchad	Non
Egypte	Non	Tunisie	Non
Ethiopie	Non	Zanzibar	Non
Ghana	n.c.	Zimbabwe	n.c.
Jamahiriya arabe libyenne	Non		

31. Dans l'un des pays pourvus d'un comité de producteurs-utilisateurs, celui-ci fonctionne de façon satisfaisante parce que le conseil national de la statistique, qui élabore les politiques statistiques, et le conseil consultatif national de la statistique, qui applique les politiques et normalise les méthodologies et les concepts, jouent leur rôle.

32. Dans les pays où il n'existe pas de comité de producteurs-utilisateurs en tant que tel, les échanges de vues entre producteurs et utilisateurs de données statistiques ont lieu selon les modalités suivantes : organisation de réunions ou de séminaires avec les principaux utilisateurs; constitution de commissions ad-hoc quand c'est nécessaire; organisation de réunions sur des thèmes particuliers (par exemple, comptabilité nationale); présence de représentants des utilisateurs des statistiques dans le conseil ou comité de la statistique; présence d'utilisateurs de statistiques au sein du comité consultatif constitué pour chaque enquête; tenue de réunions avec les utilisateurs pour discuter de leurs besoins avant le lancement d'une opération d'envergure (enquête, recensement) et lors de la diffusion des résultats; tenue de consultations sans caractère officiel.

d) Relations existant entre la DNS et d'autres organismes ou services statistiques qui lui sont extérieurs

33. Les DNS entretenaient avec des organismes statistiques extérieurs au pays les relations suivantes : échange de données ou de publications statistiques, les DNS envoyant des résultats de recensements et d'enquêtes et les autres organismes envoyant des données secondaires; coordination des concepts et des méthodologies; prestation d'assistance pour l'élaboration de plans de services de soutien; détachement de personnel des DNS auprès d'autres organismes statistiques; prestation d'assistance par d'autres organismes ou services statistiques aux DNS, sous forme d'appui en personnel ou autre appui matériel durant les opérations statistiques de grande envergure; formation de personnel dans le cadre, entre autres, de programmes de formation statistique en cours d'emploi; participation à des équipes créées pour des tâches particulières; organisation de séminaires.

e) Formes de relations que les pays souhaiteraient voir s'établir entre les DNS et d'autres organismes ou services statistiques extérieurs aux DNS

34. Voici les formes de relations que les pays souhaiteraient voir s'établir entre les DNS et d'autres organismes ou services statistiques: création d'un conseil ou comité de la statistique ou d'un comité de coordination des systèmes nationaux de statistique; existence d'un comité national de coordination des activités statistiques; échange ou détachement de personnel; coordination ou harmonisation des concepts et des méthodologies; échange de données; formation ou mise en commun d'installations de formation; réunions techniques regroupant les DNS et d'autres organismes ou services statistiques; coopération et tenue de consultations en vue d'éliminer les doubles emplois dans les activités statistiques et dans la production et l'utilisation de l'information statistique; prestation d'assistance technique par la DNS à d'autres organismes ou services statistiques qui lui sont extérieurs; élaboration de plans de services de soutien.

f) Relations existant entre la DNS et des organismes extérieurs au pays

35. Les pays ont fait état des relations suivantes: coopération technique/assistance financière; échange de publications ou de données; réception de revues périodiques et participation à des conférences; envoi de statistiques à la demande d'organismes étrangers; formation/mise à disposition d'installations de formation; échange de données d'expérience.

### **PARTIE III : FORMATION STATISTIQUE**

#### **A. Quantité, qualité et utilité des possibilités de formation existantes**

36. Une récapitulation de la quantité et de l'évaluation, en termes de qualité et d'utilité, des cours ou des disciplines enseignés, établie d'après les réponses des directeurs de DNS, est donnée ci-après.

#### **ALGERIE**

##### **Formation de niveau universitaire**

37. De 1989 à 1994, dix membres du personnel en tout ont reçu une formation à l'INSEE (Paris), à Rabat, à Tunis et au Caire.

##### **Formation spécialisée de courte durée**

38. Aucune formation de ce type n'a été signalée.

#### **BOTSWANA**

##### **Formation de niveau universitaire**

39. En tout, 12 membres du personnel ont reçu une formation aux niveaux du brevet de technicien, du diplôme de technicien ou de la maîtrise dans diverses disciplines telles que la cartographie, la démographie, les statistiques sociales, l'économie et l'économétrie et le traitement de données. Dans la plupart des cas, il s'est agi de cours d'une durée d'un à deux ans. Ils ont eu lieu dans des universités et des instituts de formation statistique européens, américains, australiens et africains. Les fonds provenaient de plusieurs sources: bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, tels que l'Overseas Development Administration (ODA), le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (CFTC), le Gouvernement du Botswana, le Gouvernement australien, le Gouvernement néerlandais, etc. L'évaluation qualitative des cours va de "bien" à "excellent", de même que pour leur utilité. Tous les membres du personnel qui ont bénéficié d'une formation travaillent dans les diverses sections des DNS.

##### **Formation spécialisée de courte durée**

40. Quatre membres du personnel ont bénéficié d'une formation spécialisée de courte durée dans deux ou trois disciplines. Les cours offerts étaient les suivants: comptabilité nationale, lotus 1.2.3., dbase III, introduction à la micro-informatique, traitement de données démographiques et publication assistée par ordinateur (PAO). Pour la plupart, il s'est agi de cours de deux semaines mais dans certains cas, ils ont duré jusqu'à trois mois. Ils ont eu lieu à l'étranger, principalement au Royaume-Uni, mais certains ont eu lieu en Afrique. Ils ont été financés essentiellement par le Gouvernement du Botswana mais quelques bailleurs de fonds, tels que l'ODA/le British Council et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ont aussi financé des cours à l'étranger et sur place. L'évaluation qualitative des cours va de "bien" à "excellent", de même que l'évaluation de leur utilité. Tous les membres du personnel qui ont bénéficié d'une formation travaillent à la DNS.

#### **BURKINA FASO**

##### **Formation de niveau universitaire**

41. En tout 45 membres du personnel ont reçu une formation à divers niveaux au cours des cinq dernières années: "ingénieur statisticien économiste (ISE)", "ingénieur des travaux statistiques (ITS)" et

"agent technique de la statistique (AD et AG)". Les cours ont duré de 12 à 36 mois et ont eu lieu dans divers endroits: ENSEA (Abidjan), ENEA (Dakar), IFORD (Yaoundé), IAMSEA (Kigali), CFR (Niamey), CESAG (Dakar), ULC (Louvain-la-Neuve) et IDEP (Dakar). Les sources de financement ont été l'ONU, le Gouvernement du Burkina Faso ou d'autres bailleurs de fonds. Tous les membres du personnel qui ont bénéficié d'une formation travaillent à la DNS.

#### Formation spécialisée de courte durée

42. Deux membres du personnel ont bénéficié d'une formation à l'ULC et à l'IDP (Paris) financée par le PNUD. Ils travaillent à la DNS.

#### Formation spécialisée de courte durée

43. Aucune formation n'a été signalée à ce titre.

### **BURUNDI**

#### Formation de niveau universitaire

44. Aucune information n'a été donnée.

#### Formation spécialisée de courte durée

45. Aucune information n'a été donnée.

### **COTE D'IVOIRE**

#### Formation de niveau universitaire

46. Un membre du personnel seulement a reçu une formation à l'Institut de démographie de l'Université de Paris. Il travaille toujours à la DNS.

#### Formation spécialisée de courte durée

47. Trois membres du personnel ont reçu une formation en Belgique, en France et en Suisse. Ils travaillent toujours à la DNS.

### **DJIBOUTI**

#### Formation de niveau universitaire

48. Deux membres du personnel ont reçu une formation à l'IFORD (Yaoundé) et Bureau of Economic Analysis (Washington). Les fonds provenaient soit de l'ONU, soit d'autres bailleurs de fonds. La qualité de la formation a été estimée "excellente". Les deux membres du personnel travaillent toujours à la DNS.

#### Formation spécialisée de courte durée

49. Aucune formation n'a été signalée à ce titre.

## **ETHIOPIE**

### **Formation de niveau universitaire**

50. En tout, huit membres du personnel ont reçu une formation au niveau de la maîtrise avec spécialisation en statistique, économétrie, statistiques sociales, démographie médicale et informatique. Les cours ont tous eu lieu dans des institutions de formation du Royaume-Uni. Les fonds provenaient du FNUAP ou du PNUD. Tous les membres du personnel ayant reçu une formation travaillent à la DNS.

### **Formation spécialisée de courte durée**

51. Deux membres du personnel ont reçu une formation en Inde au niveau du diplôme de technicien. Les fonds provenaient du Gouvernement indien. Les membres du personnel qui ont bénéficié d'une formation travaillent à la DNS.

## **GHANA**

### **Formation de niveau universitaire**

52. Aucune information n'a été donnée.

### **Formation spécialisée de courte durée**

53. Aucune information n'a été donnée.

## **LESOTHO**

### **Formation de niveau universitaire**

54. En tout, 26 membres du personnel ont reçu une formation au niveau de la licence et du brevet de technicien en statistique. A l'exception de deux d'entre eux qui ont été formés à l'étranger, à savoir en Tanzanie et au Canada, ils ont tous été formés à l'Université du Lesotho. Ceux qui ont été formés à l'étranger ont été financés par des donateurs. L'évaluation donnée aux cours est soit "bon", soit "excellent" pour la qualité et l'utilité. Tous les membres du personnel ayant bénéficié d'une formation travaillent au Bureau of Statistics, au Lesotho.

### **Formation spécialisée de courte durée**

55. Sept membres du personnel ont reçu une formation en statistiques relatives aux besoins et pré-occupations des femmes, en analyse des données agricoles, en enquêtes de santé, en traitement de données et en utilisation de la statistique en tant qu'outil de gestion. Aucune indication n'a été donnée quant à la durée des cours, aux institutions de formation, aux sources de financement et à l'évaluation des cours. Tous les membres du personnel qui ont bénéficié de ces cours travaillent au Bureau of Statistics du Lesotho.

## **MALAWI**

### **Formation de niveau universitaire**

56. Huit membres du personnel ont reçu une formation au niveau de la maîtrise en statistique, économie, démographie, économie du développement et statistiques sociales. Les cours ont tous eu lieu dans des institutions de formation du Royaume-Uni relevant de différentes universités. Les fonds provenaient

d'organismes donateurs. Aucune évaluation de la qualité et de l'utilité des cours n'a été donnée. Tous les membres du personnel ayant bénéficié d'une formation travaillent à la DNS dans ses diverses sections.

#### Formation spécialisée de courte durée

57. Aucune formation n'a été signalée à ce titre.

### **MAURICE**

#### Formation de niveau universitaire

58. Aucune formation n'a été signalée à ce titre.

#### Formation spécialisée de courte durée

59. En tout, 17 membres du personnel ont reçu une formation dans différentes disciplines. Les cours ont porté essentiellement sur la gestion d'activités statistiques, des applications sur micro-ordinateur, les indicateurs économiques et sociaux, le projet de comparaison internationale des prix, le Système révisé de comptabilité nationale, la cartographie censitaire assistée par ordinateur, les statistiques du commerce international, les systèmes de traitement sur ordinateur et les systèmes informatiques, le contrôle de la qualité, les statistiques des finances publiques, les statistiques sur les déficiences, incapacités et handicaps, les statistiques agricoles et les statistiques macroéconomiques. Dans la majorité des cas, les cours ont duré entre une semaine et quatre mois. Ils ont eu lieu principalement à l'étranger, aux Etats-Unis, en Europe, au Canada, en Amérique du Sud, dans d'autres pays africains, en Australie et dans des pays de l'Extrême-Orient. Ils ont été financés par des organismes donateurs: ONU, Commission européenne, Gouvernement du Royaume-Uni, Gouvernement australien, Secrétariat du Commonwealth, Fonds européen de développement, Fonds monétaire international; Gouvernement indien, etc. Aucune évaluation de la qualité ou de l'utilité des cours n'a été donnée. Tous ceux qui ont bénéficié d'une formation travaillent actuellement à la DNS.

### **NIGERIA**

#### Formation de niveau universitaire

60. La DNS a fait former son personnel principalement au Nigéria, à l'Université d'Ibadan et dans d'autres universités financées par le Gouvernement fédéral. En tout, 163 membres du personnel ont bénéficié d'une formation, 53 au niveau de la licence, 16 au niveau de la maîtrise, 25 au niveau du diplôme de hautes études universitaires, 67 au niveau du diplôme professionnel de statistique et 2 au niveau du doctorat de statistique. Les formations de type classique ont été financées par le Gouvernement nigérian. Les cours ont été évalués comme "très bons" dans tous les cas. Tous ceux qui ont été formés travaillent actuellement à la DNS, sauf les titulaires du doctorat, qui n'y sont plus.

#### Formation spécialisée de courte durée

61. En tout, 318 membres du personnel ont bénéficié de divers cours de formation de courte durée. Les cours ont porté sur les techniques d'enquête par sondage, les techniques de collecte de données, le Système révisé de comptabilité nationale, les statistiques du travail, la gestion, les statistiques du commerce extérieur, le projet de comparaison internationale des prix, les enquêtes par sondage sur l'agriculture, la conception de questionnaires et de tableaux, l'évaluation de programmes de planification familiale, l'analyse et l'interprétation de la fiabilité des données, la constitution, la tenue à jour et la gestion de bases de données, les statistiques de l'industrie et de l'artisanat, etc. Les cours énumérés sont ceux dont le personnel a bénéficié en 1992-1993. A part les cours qui ont été dispensés dans les établissements de formation du Federal Office

of Statistics (FOS) (direction fédérale de la statistique) et dans d'autres établissements du pays, la majorité des cours ont eu lieu à l'étranger, en Afrique, en Amérique, en Europe, au Moyen-Orient, en Inde, etc., dans des universités ou dans des instituts de formation spécialisée. Les cours qui ont eu lieu à l'étranger ont été financés par des donateurs tandis que ceux qui ont eu lieu au Nigéria ont été financés par le Gouvernement nigérian. La qualité et l'utilité de toutes les formations de courte durée ont été évaluées comme "très bonnes". Les membres du personnel qui ont bénéficié de ces cours sont encore tous à la DNS.

## **AFRIQUE DU SUD**

### **Formation de niveau universitaire**

62. Quatre membres du personnel ont reçu une formation principalement aux niveaux de la licence et de la maîtrise en bibliothéconomie, démographie, économie et commerce. Ils ont tous été formés en Afrique du Sud, à l'Université de Pretoria. Ils ont bénéficié d'une bourse du Gouvernement sud-africain. La qualité de tous les cours a été évaluée comme "excellente", sauf pour les cours d'économie, qui ont été évalués comme "très bons". Ceux qui ont bénéficié de cours de formation travaillent à la DNS, dans diverses sections.

### **Formation spécialisée de courte durée**

63. Aucune formation n'a été signalée à ce titre.

## **SWAZILAND**

### **Formation de niveau universitaire**

64. Six membres du personnel ont reçu une formation, tous au Royaume-Uni, dans différentes universités. Les formations ont été financées par l'Overseas Development Administration (ODA). Sur ces six personnes, l'une est passée à la banque centrale, quatre sont toujours à la DNS et la sixième est décédée. Les évaluations données aux cours vont de "bon" à "excellent".

### **Formation spécialisée de courte durée**

65. Deux membres du personnel ont reçu une formation à l'Institute of Statistics and Applied Economics et au Centre de Munich. Les fonds ont été reçus de l'Union européenne et du Fonds du Commonwealth pour la coopération. Les cours ont été évalués comme "bons". Ces deux membres du personnel sont toujours à la DNS.

## **TUNISIE**

### **Formation de niveau universitaire**

66. Les réponses font état d'une formation d'"Ingénieur adjoint technique", qui dure une année universitaire. Cette formation est dispensée à l'Ecole de statistique de Tunis. Les fonds de l'école sont notamment utilisés pour ce type de formation. Les étudiants qui obtiennent leur diplôme sont normalement recrutés par différents ministères travaillant dans le même domaine, notamment à la DNS. Aucune indication n'a été donnée quant au nombre de membres du personnel formés et à l'évaluation de la qualité et de l'utilité des cours.

### **Formation spécialisée de courte durée**

67. Aucune formation n'a été signalée.



## **ZANZIBAR (REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE)**

### **Formation de niveau universitaire**

68. Quatre membres du personnel ont reçu une formation au cours des cinq dernières années, mais les niveaux et les disciplines n'ont pas été précisés. Les cours ont eu lieu en Tanzanie, au Royaume-Uni ou en Egypte. Ils ont été financés par l'ONU ou par le Gouvernement tanzanien. La qualité de la formation a été évaluée comme "excellente". Les membres du personnel qui ont bénéficié d'une formation sont actuellement au Department of Statistics de Zanzibar.

### **Formation spécialisée de courte durée**

69. Aucune formation n'a été signalée à ce titre.

## **ZIMBABWE**

### **Formation de niveau universitaire**

70. Aucune information n'a été donnée.

### **Formation spécialisée de courte durée**

71. Aucune information n'a été donnée.

### **B. Programme de formation statistique en cours d'emploi**

72. Sur les 23 pays qui ont répondu aux questionnaires, 11 disent avoir des programmes de formation statistique en cours d'emploi au sein de leurs DNS: Botswana, Egypte, Maurice, Nigéria, Tunisie, Algérie, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Djibouti, Zanzibar et Burundi. Les autres pays, à savoir la Mauritanie, le Sénégal, le Congo, le Lesotho, la Libye, le Malawi, l'Ethiopie, le Swaziland et le Burkina Faso, ont fait savoir qu'ils n'avaient pas de programme de formation de ce type et deux pays, le Ghana et le Zimbabwe, n'ont donné aucune information.

73. Les pays qui ont donné une réponse négative ont expliqué qu'aucun programme de ce type n'avait été mis au point dans leur DNS, qu'il n'y avait pas de fonds pour le financer, ou que l'on manquait des moyens matériels, tels que les salles de classe. Dans d'autres pays, la formation statistique en cours d'emploi est dispensée en fonction des besoins.

74. Les modalités des programmes de formation statistique en cours d'emploi, dans les pays où ils existent ou sont en cours d'élaboration, sont les suivantes:

## **ALGERIE**

75. Le programme comporte 18 cours portant sur une période de 3 ans. Il prévoit l'organisation d'une formation en utilisation de l'ordinateur sur le lieu de travail, ou pour des groupes d'étude, ou encore pour des groupes de techniciens. Il est prévu uniquement pour le personnel technique.

## **BOTSWANA**

76. Le programme de formation en cours d'emploi fait partie des cours par correspondance en statistique offerts par Rapid Results College. Les étudiants reçoivent de cet établissement la documentation voulue et une description du contenu du cours. Ils sont financés par le Gouvernement du Botswana.

### **BURUNDI**

77. La DNS travaille actuellement à l'élaboration d'un tel programme avec l'aide de la Mission française de coopération et d'action culturelle.

### **COTE D'IVOIRE**

78. La DNS a un programme d'appui et de gestion économique. Dans le cadre de ce programme, des ateliers sont organisés et programmés pour le bénéfice du personnel.

### **DJIBOUTI**

79. Il existe trois programmes de formation : i) un programme de formation sur place en méthodes statistiques fondamentales pour les clients; ii) des cours pour agents techniques et adjoints techniques pour le personnel de la DNS et pour les clients; iii) une formation en statistique pour des élèves de l'enseignement secondaire.

### **EGYPTE**

80. Le programme de formation comporte deux volets, un programme de formation spécialisée pour les titulaires de diplômes universitaires et un autre programme pour le personnel de niveau moyen. Chacun d'eux dure un an.

### **ETHIOPIE**

81. L'université du pays offre les facilités voulues pour une formation statistique en cours d'emploi.

### **MAURICE**

82. Un maître de conférences de l'Université de Maurice a été choisi pour donner i) une formation devant mener au Higher Certificate in Statistics délivré par la Royal Society of Statisticians (Royaume-Uni) et ii) des cours de perfectionnement pour le personnel de niveau moyen.

### **NIGERIA**

83. Le programme de formation en cours d'emploi du Federal Office of Statistics est dispensé dans trois établissements de formation situés à Lagos, Ibadan et Kaduna. Il comporte trois niveaux : niveau préliminaire, niveau I et niveau II. Il s'agit de formation à plein temps et l'admission y est très sélective. Ces cours existent depuis les années 60.

### **AFRIQUE DU SUD**

84. Un cours pour les fonctionnaires d'administration de la DNS a été institué en 1985; il comporte 11 modules dont 4 sont obligatoires et 7 facultatifs (3 modules à choisir sur les 7). Un comité consultatif de la formation contrôle les normes et les modalités de conception des modules.

### **TUNISIE**

85. Aucune information détaillée n'a été donnée.

### **ZANZIBAR**

86. Le personnel technique de la DNS assure l'enseignement dans cette formation. Les disciplines enseignées sont notamment l'arithmétique élémentaire, l'algèbre, l'économie, la théorie statistique et la statistique officielle. Ceux qui terminent cette formation avec succès sont admis à l'Eastern Africa Statistical Training Centre (EASTC).

### Résultats de la formation

87. Le nombre de stagiaires ayant terminé avec succès les programmes de formation statistique en cours d'emploi depuis 1989, dans les pays pourvus de tels programmes, soit à la DNS soit dans un autre établissement, est donné dans le tableau ci-après.

Pays	Année										Total
	1989		1990		1991		1992		1993		
	DNS	Autre	DNS	Autre	DNS	Autre	DNS	Autre	DNS	Autre	
Afrique du Sud	20	-	22	-	16	-	21	-	21	11	111
Algérie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Botswana	5	-	7	-	-	-	-	-	-	-	12
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	-	-	12	-	50	200	262
Djibouti	1	-	-	-	-	1	3	-	-	-	5
Egypte*	26	146	13	100	36	155	17	149	22	131	795
Ethiopie	1	-	1	-	3	-	2	-	2	-	9
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	8
Nigéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Zanzibar	1	-	-	-	3	20	3	19	2	18	65

Note : Pour le Nigéria, la Tunisie et l'Algérie, aucune information n'a été donnée.

\* Il s'agit des résultats de l'ensemble des programmes offerts.

### C. Cours ou disciplines nécessaires aux activités des DNS et des services statistiques mais qui ne figurent pas dans les programmes de formation

88. Comme on s'en doute, les besoins respectifs ne peuvent que varier en fonction de la formation qui existe déjà dans chaque DNS. Les cours ou disciplines nécessaires aux DNS ne sont pas très différents de ceux qui sont nécessaires aux services statistiques.

89. S'agissant de la formation de type classique, la plupart des organismes souhaitent avoir des programmes de formation aux niveaux de la licence, de la maîtrise et du doctorat. Dans certains cas, les spécialisations souhaitées au niveau universitaire ont été précisées: économie, statistique, comptabilité, mathématiques, statistiques mathématiques, informatique, finances publiques, économétrie, comptabilité nationale et analyses, politique de population, etc. Voilà qui indique clairement en quoi consiste la demande des organismes statistiques pour ce qui est de la formation de niveau universitaire.

90. La majorité des organismes statistiques souhaitent avoir des programmes de formation spécialisée de courte durée. L'éventail des cours demandés est le suivant: techniques de sondage/conception de l'enquête; construction de bases de sondage; analyse de données, télédétection; cartographie; comptabilité nationale; tableaux d'entrées-sorties; matrice de comptabilité sociale; système d'information géographique; statistiques des finances publiques; statistiques de l'environnement; statistiques des prix; statistiques du travail; informatique (utilisation de logiciels spécialisés de statistique); collecte de données agricoles; etc.

91. Au titre de la formation statistique en cours d'emploi, le Nigéria a fait plusieurs suggestions: mise au point de bases et de techniques de sondage; introduction aux méthodes d'enquête et de recensement; techniques de collecte de données; informatique au service de la gestion, de l'analyse et de l'interprétation de données; mesure de la fiabilité des données. Il convient de rappeler que ce pays a une longue expérience de l'administration des cours de formation statistique en cours d'emploi.

92. Pour ce qui est des propositions concernant les emplacements des institutions de formation, la plupart des organismes se sont fondés sur les informations dont ils disposaient. Ils ont proposé des universités et des instituts de formation statistique locaux et à l'étranger. Dans le cas du Botswana, la DNS préférerait pour la formation spécialisée de courte durée une formation sur le lieu de travail, pour en faire profiter un plus grand nombre de membres du personnel. En Egypte, les besoins en matière de formation spécialisée de courte durée et de formation statistique en cours d'emploi peuvent être satisfaits par le programme de formation en cours d'emploi dispensé par le CAPMAS.

93. Au sujet des modalités suivant lesquelles on pourrait répondre aux besoins en formation exprimés par les pays, le Malawi propose la création au sein des DNS de services de formation chargés de planifier les besoins en matière de formation et d'y apporter des réponses. Selon l'Afrique du Sud, on peut y répondre en donnant des bourses et en incitant les cadres à motiver le personnel. Dans le cas du Botswana, des programmes de formation de courte durée organisés sur le lieu de travail, de façon à en faire bénéficier un grand nombre de membres du personnel, permettraient de répondre aux besoins. Le point de vue de l'île Maurice est que, pour répondre à la demande en matière de formation spécialisée de courte durée, il faudrait faire bénéficier les membres du personnel des programmes de formation financés par des organisations internationales.

#### **PARTIE IV : RECAPITULATION DE LA SITUATION EN MATIERE DE PERSONNEL ET DE FORMATION**

94. La présente section donne un bref aperçu de la situation en matière de formation: demande actuelle et demande future à divers niveaux et dans différentes disciplines pour des programmes de courte durée; effectifs du personnel dans chaque pays. Les données concernant chaque pays ayant fourni des informations figurent dans l'annexe du présent document.

95. S'agissant des précédents programmes de formation, la situation était la suivante:

Pays	Financement extérieur (en %)	Pays	Financement extérieur (en %)
Botswana	79	Lesotho	41
Burkina Faso	59	Malawi	64
Burundi	100	Nigéria	39
Côte d'Ivoire	100	Swaziland	64
Djibouti	100	Tchad	100
Ethiopie	68	Zanzibar	66
Ghana	66	Zimbabwe	100

96. A l'exception du Lesotho et du Nigéria, les pays ont tous fait financer à plus de 50% la formation par des fonds provenant de sources extérieures.

97. La demande future en matière de formation varie d'un pays à l'autre, suivant essentiellement le niveau de développement économique et statistique atteint par le pays et suivant la taille de la DNS.

98. Il est difficile d'énumérer toutes les formations de courte durée demandées par les pays. Il s'agit dans l'ensemble des domaines suivants: système d'information géographique; informatique; comptabilité nationale/statistiques économiques; environnement; statistiques de sanitaires et statistiques des finances publiques; épidémiologie; théorie de l'enquête par sondage; techniques de l'enquête; cartographie; techniques de diffusion des données; statistiques relatives aux deux sexes; analyse des données statistiques; statistiques des prix; statistiques des accidents; statistiques industrielles; biostatistique; planification de l'enseignement; statistique descriptive; modélisation; statistiques de la sécurité sociale; gestion des ressources humaines; utilisation de la statistique dans la planification; mise au point de bases de données; logiciels dBase, Lotus et Clipper; gestion de réseaux; statistiques sociales; méthodologie de la définition d'indicateurs dans le secteur social; statistiques des transports; établissement de rapports statistiques et méthodologie de recherche opérationnelle.

99. Dans de nombreux pays, tous les membres du personnel ayant reçu une formation ont été financés par le gouvernement. Dans cinq pays, une proportion inférieure à 1% a été financée par des sources extérieures: Botswana (0,16%); Burundi (0,55%); Nigéria (0,26%); Mauritanie (0,13%); Swaziland (0,28%). Dans quatre autres pays, une proportion supérieure à 1% a été financée par des sources extérieures: Tchad (42,9%); Sénégal (1,06%); Burkina Faso (4,94%); Zanzibar (1,28%).

## PARTIE V : CONCLUSION

100. Ce document présente donc les résultats de l'analyse pilote de l'Enquête régionale sur l'organisation et la formation en matière de statistique. Il porte essentiellement sur l'organisation et la formation statistique et comporte une brève description de la situation du personnel et de la formation pour chaque pays africain.

101. Il est demandé aux participants à la Conférence des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information africains:

- a) d'analyser les résultats de ladite enquête à la lumière de l'expérience de leur pays;
- b) de proposer des modalités qui permettraient aux pays de mieux organiser leurs services statistiques et leurs programmes de formation statistique en vue de faciliter l'avènement d'un développement durable des pays et ce, dans le cadre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90.



Récapitulation de la situation du personnel des DNS au 31 mars 1994

Catégorie	Personnel en poste						Postes vacants	Total
	Postes payés par le gouvernement				Postes financées par l'aide extérieure (assistance technique)			
	Nationaux		Etrangers sous contrat	Etrangers	Nationaux			
	Personnel permanent	Personnel temporaire ou sous contrats de courte durée						
A. SIEGE a) Statistique Techniciens Personnel de niveau moyen Personnel de bureau	2317	10	8	6	2	1346	3689	
	3240	114	3	3	3	174	3537	
	1162	11	5	0	0	228	1406	
b) <u>Traitement de données</u> Techniciens Autres	625	11	1	0	0	45	682	
	1117	60	0	0	0	60	1237	
c) <u>Personnel d'appui</u> Administration Services généraux	391	6	0	0	0	70	467	
	868	338	0	2	2	117	1327	
B. BUREAU REGIONAUX/LOCAUX a) <u>Statistique</u> Techniciens Personnel de niveau moyen Personnel de bureau	332	27	0	0	0	0	363	
	672	27	0	0	0	0	699	
	517	7	0	0	0	0	524	

Catégorie	Personnel en poste						Postes vacants	Total
	Postes payés par le gouvernement				Postes financées par l'aide extérieure (assistance technique)			
Personnel permanent	Personnel temporaire ou sous contrats de courte durée							
b) <u>Traitement de données</u> Techniciens Autres	3 60	0 0	0 0	0 0	0 0	3 60		
c) <u>Personnel d'appui</u>	1758	13	0	0	0	0	1771	
Total	13062	624	17	15	7	2040	15765	